



Conseil de sécurité

Briefing MONUSCO

New York, le 30 septembre 2024

Déclaration de la Suisse
Lue par Christoph Carpenter, coordinateur politique

Merci, Monsieur le Président.

Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, Bintou Keita, pour son exposé ainsi que pour l'engagement constant de la MONUSCO. Je salue la présence des représentants de la RDC, du Rwanda et de l'Angola à cette réunion ainsi que celle de Madame Thérèse Nzale-Kove.

Comme Madame Nzale-Kove vient de le rappeler, la population congolaise aspire à la paix. Réaliser cette aspiration implique une intensification des efforts de promotion de la paix, tant en RDC que dans l'ensemble de la région. La paix ne peut se faire sans confiance mutuelle. Alors que les initiatives régionales progressent, il est crucial que toutes les parties honorent pleinement leurs engagements et s'investissent résolument dans la recherche de solutions pacifiques.

À cet égard, j'aimerais aborder trois points clés :

Premièrement, il est impératif que les parties redoublent d'efforts pour apaiser les tensions et parvenir à une paix durable. La Suisse soutient pleinement le processus de Luanda mené par le président Lourenço, qui a conduit à la signature de l'accord de cessez-le-feu du 30 juillet signé par le Rwanda et la RDC. Cet accord constitue un pas encourageant vers la désescalade et nous appelons toutes les parties impliquées à y adhérer pleinement et à soutenir le travail du mécanisme de vérification ad hoc dans la surveillance du cessez le feu.

Pour que les tensions s'apaisent à long terme, les engagement pris lors de la deuxième réunion ministérielle qui s'est tenue à Luanda doivent être entièrement mis en œuvre. Ainsi, le Rwanda doit retirer ses Forces de la RDC en développant un plan de désengagement et la RDC doit opérationnaliser le plan pour la neutralisation des FDLR. De plus, le Rwanda doit cesser tout soutien au M23.

Deuxièmement, les attaques perpétrées par les acteurs armés contre des civils doivent prendre fin immédiatement. Loin de reculer, le M23 poursuit son expansion territoriale et continue, tout comme d'autres parties au conflit, de violer avec impunité le droit international, avec des répercussions insupportables pour la population civile. Les femmes et les filles sont les premières victimes. Celles qui sont déjà déplacées se trouvent souvent confrontées à un choix cruel : subir des violences sexuelles ou perdre l'accès à la nourriture ou à d'autres nécessités de base. La Suisse rappelle à toutes les parties leur obligation de respecter le droit international humanitaire et de protéger la population civile et les biens à caractère civil. Nous insistons pour que tous les responsables de violations du droit international soient traduits en justice, qu'ils soient membres de groupes armés ou des forces armées étatiques. La paix n'est pas seulement l'absence de guerre. Il faut aussi briser les cycles de violences et lutter contre l'impunité.

Enfin, le renforcement de l'État de droit sur l'ensemble du territoire congolais est indispensable. La tentative d'évasion de la prison de Makala et les violences qui en ont découlé illustrent l'urgence de renforcer le respect et la protection des droits humains dans le pays. Par ailleurs nous demeurons préoccupés par les restrictions imposées dans l'espace civique. Les atteintes répétées aux droits des dé-

fenseuses et défenseurs des droits humains et des membres de la société civile doivent être combattues. Nous sommes également préoccupés par les violences intercommunautaires et la propagation de discours de haine, en particulier contre la population rwandophone.

Monsieur le Président,

Il est crucial que le Conseil de sécurité s'exprime d'une voix unie et contribue au succès des initiatives politiques, indispensables à la stabilité et à une paix durable dans la région. Cela nécessite une étroite coordination entre tous les acteurs, une complémentarité des actions, et avant tout, une volonté commune de toutes les parties de bâtir un climat de confiance. Dans cette perspective, la Suisse réitère son soutien indéfectible au peuple congolais ainsi qu'à l'ensemble des acteurs engagés pour la paix.

Je vous remercie.

Unofficial Translation

Thank you, Mr. President.

I would like to thank the Special Representative of the Secretary-General, Bintou Keita, for her presentation and for MONUSCO's continued efforts. I welcome the presence of the representatives of the Democratic Republic of the Congo, Rwanda and Angola at this meeting, as well as Madame Thérèse Nzale-Kove.

As Ms Nzale-Kove just reiterated, the Congolese people want peace. Fulfilling this aspiration means stepping up efforts to promote peace, both in the DRC and in the region as a whole. Peace cannot be achieved without mutual trust. As regional initiatives move forward, it is essential that all parties fully honour their commitments and invest decisively in the search for peaceful solutions.

I would like to make three key points in this regard:

Firstly, it is imperative that the parties redouble their efforts to ease tensions and work towards lasting peace. Switzerland fully supports the Luanda process led by President Lourenço, which led to the signing of the ceasefire agreement signed by the Rwanda and the DRC on 30 July. This agreement is an encouraging step towards de-escalation, and we call on all the parties involved to adhere fully to it and to support the work of the ad hoc verification mechanism in monitoring the ceasefire.

For tensions to be reduced in the long term, the commitments made at the second ministerial meeting held in Luanda must be fully implemented. Rwanda must withdraw its forces from the DRC by developing a disengagement plan, and the DRC must operationalise the plan to neutralise the FDLR. Rwanda must also cease all support for the M23.

Secondly, the attacks by armed actors against civilians must cease immediately. Far from withdrawing, the M23 is continuing its territorial expansion and, like other parties to the conflict, continues to violate international law with impunity, with intolerable consequences for the civilian population. Women and girls are the main victims. Those who have already been displaced often face a cruel choice between sexual violence and losing access to food and other basic necessities. Switzerland reminds all parties of their obligation to respect international humanitarian law and to protect civilians and civilian objects. We insist that all those responsible for violations of international law be brought to justice, whether they are members of armed groups or state forces. Peace is not only the absence of war. It is also about breaking the cycle of violence and fighting impunity.

Finally, it is essential to strengthen the rule of law throughout the country. The attempted escape from Makala prison and the ensuing violence highlight the urgent need to strengthen respect for and protection of human rights in the country. We also remain concerned about the restrictions in the civic space. Repeated attacks on the rights of human rights defenders and members of civil society must be addressed. We are also concerned about inter-communal violence and the spread of hate speech, in particular against the Rwandophone population.

It is essential that the Security Council speak with one voice and contribute to the success of the political initiatives that are essential for stability and lasting peace in the region. This requires close coordination

between all actors, complementary actions and, above all, a shared desire by all parties to build a climate of confidence. In this spirit, Switzerland reiterates its unwavering support for the Congolese people and all those working for peace.

Thank you.